

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21552 - 80ÈME ANNÉE

Le candidat PCR de la liste « la Gauche unie par le monde du travail » n'a toujours pas été interrogé par la radio-télé publique

Européennes : Ary Yée-Chong-Tchi-Kan exclu d'un débat entre candidats réunionnais

A deux semaines des élections européennes, le candidat du PCR, Ary-Yée-Chong-Tchi-Kan, indique avoir été exclu d'un débat entre candidats réunionnais. Il déclare notamment : « malgré l'envie de mes camarades, je n'entreprendrai aucune manifestation d'hostilité. J'estime qu'ils ont fait un choix politique. La sanction doit être politique. Je compte sur vous pour voter avec le bulletin de Léon Deffontaines, le 9 juin 2024. »

Electrice, électeurs,
je m'adresse à vous à 2 semaines du scrutin du 9 juin.

Le 18 mai 2024, à l'occasion du 65e anniversaire du Parti communiste Réunionnais, nous avons passé un extrait du film « Maloya pour la Liberté ». Il s'agit de l'échange entre Georges Marchais et Jean Vincent Dolors, directeur de la station radio-télévision. Le premier secrétaire du PCF interroge sur l'ostracisme de la chaîne publique à l'égard de Paul Vergès, secrétaire général du PCR. Le rapport colonial saute aux yeux. L'interdit d'antenne sera malgré tout, le premier Réunionnais élu au Parlement européen, en 1979. On lui reconnaît, en particulier, le statut des RUP.

Le 4 septembre 2015, à 3 mois de la COP21, tenu à Paris, j'écris : « une Lettre ouverte aux télés et radios, agences de presse quotidienne et numérique de La Réunion » pour que Paul Vergès puisse exposer à l'opinion réunionnaise, les enjeux de cet événement mondial. Durant 2 semaines, nous avons eu les propos de nombreux experts sauf ceux du Réunionnais. L'aliénation est totale. Or, on lui reconnaît la loi votée à l'unanimité sur le réchauffement climatique et la création de l'ONERC qu'il préside durant 15 ans, jusqu'à son décès, en 2016.

En 2024, le PCR annonce sa présence sur la liste du PCF pour les Européennes. Le 16 mars, ma candida-



ture est présentée en conférence de presse. La radio-télévision publique ne m'a jamais interrogé. Et, j'apprends que je suis exclu d'un débat entre candidats réunionnais.

Mes chers compatriotes,

J'ai pensé qu'il fallait partager cette information. Malgré l'envie de mes camarades, je n'entreprendrai aucune manifestation d'hostilité. J'estime qu'ils ont fait un choix politique. La sanction doit être politique. Je compte sur vous pour voter avec le bulletin de Léon Deffontaines, le 9 juin 2024.

Ary Yée-Chong-Tchi-Kan

Le FLNKS rappelle à Emmanuel Macron les préalables à la sortie de crise : retrait du projet de modification du corps électoral, un État impartial, fin des violences policières et de l'impunité des milices anti-indépendantistes

FLNKS : « la mobilisation a réussi à faire plier le Gouvernement français »

Ce 25 mai, le FLNKS a publié un communiqué suite à sa rencontre avec le président de la République en visite en Kanaky Nouvelle-Calédonie. Le FLNKS a obtenu que les ministres Sébastien Lecornu et Gérald Darmanin soient exclus de la rencontre car ils sont « par leur gestion catastrophique du dossier calédonien sont (...) totalement disqualifiés à ce jour ». « Le FLNKS a fait savoir au Président de la République, de manière claire et avec toute franchise, sa détermination invariable à faire accéder Kanaky Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté », indique le Front qui a rappelé à Emmanuel Macron la responsabilité du gouvernement français dans la crise actuelle et posé des préalables à la sortie de crise : retrait du projet de modification du corps électoral, le retour de l'impartialité de l'État dans ce processus de décolonisation, la fin des violences des forces françaises à l'égard des Calédoniens en respect du droit international, la fin de l'impunité des milices anti-indépendantistes auteurs de graves violences contre la population.

« A cette heure où Kanaky Nouvelle-Calédonie renoue avec les heures sombres des années 1980, celles des « Evénements », le FLNKS a pris connaissance avec étonnement de l'arrivée précipitée du Président de la République française accompagné des deux ministres que le peuple tient pour responsable de l'échec de la sortie de l'Accord de Nouméa ainsi que du « carnage » actuel ici en Kanaky Nouvelle-Calédonie.

Aujourd'hui, l'objectif principal du mouvement indépendantiste est d'apaiser les tensions et de trouver des solutions durables pour notre pays. Ainsi, dans le respect de sa culture du dialogue, l'équipe de discussions mandatée par le 41e Congrès du FLNKS de l'Anse-Vata accompagné du responsable de la CCAT, ont rencontré le Président de la République Emmanuel Macron le 23 mai 2024 à Nouméa. À la suite d'une demande ferme du FLNKS, cette rencontre s'est tenue dans un format bilatéral excluant la présence des ministres Sébastien Lecornu et Gérald Darmanin qui par leur gestion catastrophique du dossier calédonien sont, pour le Front, totalement disqualifiés à ce jour.

Au cours de cette rencontre, le FLNKS a fait savoir au

Président de la République, de manière claire et avec toute franchise, sa détermination invariable à faire accéder Kanaky Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté, la responsabilité majeure du Gouvernement français dans la situation chaotique que nous vivons aujourd'hui, la fin de l'impartialité de l'État et du consensus pour privilégier la méthode du passage en force aux services des forces non-indépendantistes ainsi que les voies et moyens qui, selon le FLNKS, nous permettront collectivement de sortir de cette crise par le haut. Le FLNKS a également rappelé au chef de l'Etat que la CCAT a continuellement appelé à la retenue tout en manifestant l'opposition ferme au passage en force de l'État.

Le FLNKS a, dès lors, affirmé que la seule solution viable à cette crise ne pouvait passer que par une réponse de nature politique et non répressive. En ce sens, le FLNKS a demandé au Président de la République française qu'une annonce forte de sa part soit faite indiquant le retrait du projet de loi constitutionnelle et la création d'une mission de médiation de haut niveau composée de personnalités françaises, régionales ou internationales de sorte à créer toutes les conditions propices à un dialogue apaisé devant nous mener vers un accord politique global.

Conscient de la gravité de la situation et de la nécessité d'apporter une réponse politique, le Président de la République française a proposé de cheminer vers un « processus de désescalade » en plusieurs étapes. Le chef de l'Etat s'est tout d'abord engagé à ne pas « passer en force » le projet de loi constitutionnelle et a consacré l'accord politique global comme l'unique objectif si, de manière concomitante, il est constaté, d'une part, une levée progressive des barrages pouvant justifier une non-prorogation de l'état d'urgence et, d'autre part, la reprise des discussions autour de la mission de médiation installée par ses soins. Le Président de la République française a ensuite proposé de réaliser un point de situation dans un mois afin de pouvoir entériner officiellement le retrait la loi constitutionnelle.

Au lendemain de cette rencontre avec le Président

Emmanuel Macron, le FLNKS souhaite aujourd'hui faire connaître un certain nombre de choses.

En premier lieu, le FLNKS constate que le Président de la République française ne bouge que très légèrement de ses positions malgré les messages clairs du peuple de Kanaky Nouvelle-Calédonie : « nous ne voulons pas du dégel du corps électoral ! ».

L'annonce du Président Macron qui s'engage à ce que la loi sur le dégel du corps électoral « ne passera pas en force » traduit donc :

- d'une part, que la mobilisation a réussi à faire plier le Gouvernement français ;
- et d'autre part, que l'opinion nationale et internationale a aussi pris position pour notre combat.

Le Président de la République française constate aujourd'hui qu'en plus de la mobilisation générale, l'obtention au Congrès de Versailles d'une majorité suffisante de parlementaires français pour adopter définitivement le dégel du corps électoral devient de plus en plus compromise. Le FLNKS relève, par conséquent, qu'au travers un langage de style et pour ne pas perdre la face, le Président de la République utilise la formule « pas de passage en force ».

En deuxième lieu, le FLNKS constate néanmoins que le sujet de l'avenir institutionnel de Kanaky Nouvelle-Calédonie est enfin traité directement par le Président Macron avec tout le sérieux et l'engagement que cela implique.

En troisième lieu, Le FLNKS prend acte des propos du Président de la République reconnaissant le caractère politique de la mobilisation actuelle et désavouant, par la même occasion, les déclarations mensongères et fallacieuses du ministre Darmanin et du haut-commissaire de la République qualifiant nos jeunes de voyous et de terroristes. Cependant, force est de constater que l'extrême violence de la répression orchestrée par les forces de l'ordre et de l'armée sur le terrain est en totale contradiction avec ses propos et avec le rejet de l'emploi de la force contre la liberté des peuples réaffirmée par le Conseil constitutionnel.

Enfin, le FLNKS prend acte du processus de désescalade proposé par le Président de la République et des engagements demandés à chacune des

parties de façon à pouvoir sortir de cette crise par le haut. En ce sens, le FLNKS renouvelle son appel au calme et demande également à desserrer l'étau sur les principaux axes de circulation de manière à ce que la population calédonienne puisse, de façon progressive, circuler librement, s'approvisionner et avoir accès aux services publics les plus élémentaires. En outre, le FLNKS note que le chef de l'État propose aujourd'hui un nouveau cadre de travail qui permettrait, comme demandé inlassablement depuis plusieurs mois, de créer des conditions propices à la discussion et la négociation de manière à pouvoir aboutir à un accord politique global en se donnant tout le temps nécessaire.

Le préalable à la sortie de crise est la prise en compte par le Gouvernement français de postulats fondamentaux :

- Le peuple a parlé. Le FLNKS est opposé au dégel du corps électoral tel que défini dans le projet de loi constitutionnelle. Ce texte doit donc être retiré par le Gouvernement français ;

- L'État doit redevenir impartial et les décisions doivent être prises, en ce sens, dans le consensus. En conséquence, le FLNKS demande que la mission de médiation installée par le chef de l'État soit complétée de personnalités de haut niveau afin d'inscrire les discussions dans des perspectives aussi bien techniques que politiques ;

- La justice française devra faire son travail en toute indépendance et punir sévèrement les milices anti-indépendantistes criminelles qui ont sévi en toute impunité en Kanaky Nouvelle-Calédonie ;

- Enfin, Kanaky Nouvelle-Calédonie n'est pas la France comme le stipule le droit international. En conséquence, le chef de l'État doit impérativement respecter les principes de sa propre Constitution parmi lesquels figure l'interdiction pour la République française d'employer « ses forces contre la liberté d'aucun peuple », la libre détermination des peuples et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. »

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud ; 2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau ; 2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Noute zoinal Témoignages épi lo rojé lidéolozi dominante

Mézami zordi mi vé dir azot in n'afèr dsi litilité pou nou, bann militan antikolonyalist d'lir noute zoinal Témoignages. I fo lir ali toultan. Biensir san mète de koté noute léspri kritik pars sète-la lé bien néssèssèr dan noute vi d'militan — la mémoir ossi lé bien néssèssèr ! — lèss amwin dir azot pou kossa mi di sa.

Dabor di azot bien noute zoinal i égziss dopi katrovinz'an é dopi so tan-la li la zamé zoué dann la fassilité épi la konplézanss. Sirtou li la zamé kiltiv la konplézanss avèk lo kolonyalism, épi avèk lo kapitalism. Ni pé dir li la zamé suiv shomin lidéolozi dominante... Sa sé in n'afèr néna partou dann la télé, dann bann radio épi dann bann zoinal épi dann lopinyon piblik souvan dé foi prizonyé avèk so loidéolozi-la.

Sa i vé pa dir nou la pa tronp anou zamé. Sa i vé pa dir nou ossi kékfoi nou lapa tonb dann pyèz lidéolozi dominante. Mé nou la réss fidèl bann prinssip Dr Raymond Vergès kan li la fé parète promyé niméro son zournal défanss bann san défanss.

Pou linstan mi arète tèrta mé la pa di ké mi rovien pa dossi, pars mwin néna ziss in n'afèr pou dir é sa lé inportan pars lé a lorizine bann problèm bann kanak, mèm bann kaldosh é lé zot i trouv dsi zot parkour pou ariv in vré dékolonizassion lo péi... Dann tan-la miniss DOM-TOM té i apèl Pierre Messmer é nou lété l'ané 1970... Donk lo Messmer i done la marsh à suiv pou ranvèrs lékilib démografik dann la popilassion an organizan l'arivé in ta d'moune té pa kanak dann lo péi.

Pou li an dè zénération téi gingn boulvèrèss la démografi lo péi é transform nouvèl kalédoni an péi franssé, zot la fé é zordi la démografi Lo péi lé sak ni koné. Lo pèp kanak lé pi majoritèr shé li é la sityassion lé kaziman injérab... Lo pouvoir franssé i kontinyé apiye bann non kanak é néna in shomin difissil pou ariv in vré dékolonizassion.

Mézami sak mi di azot la sa lé dann Témoignaz, kékshoz ignoré par lidéolozi dominante épi par bann gran média, mé sa lé véridik éli ésplik bonpé zafèr i éspass zordi dann La Kanaki.

A bon antandèr, salu !

Justin